



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 02/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CENTRE OUEST CEREALES**

2, boulevard Marie et Pierre Curie  
bâtiment Optim@5  
BP 10036 – 86361 Chasseneuil-du-Poitou cedex  
86360 Chasseneuil-Du-Poitou

Références : VAT20240626

Code AIOT : 0010003928

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2024 dans l'établissement CENTRE OUEST CEREALES implanté La Chartrie - ZI des Morinières 37160 Descartes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CENTRE OUEST CEREALES
- La Chartrie - ZI des Morinières 37160 Descartes
- Code AIOT : 0010003928
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le complexe céréalier actuellement exploité par la Société Centre Ouest Céréales à DESCARTES est réglementé par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1991, complété notamment par celui du 12 mars 2018 pour encadrer les activités de stockage de céréales.

La société CENTRE OUEST CEREALES a pour activités principales le regroupement, le stockage et la commercialisation de céréales. Une activité d'entreposage et distribution d'engrais et de produits phytosanitaires est également présente sur ce site.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque surpression/projection

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales_NC_PdC4_VI_09/10/2023	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 (Art. 7.4.6.1 de l'APC du 12/03/2018)	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Prévention des risques_NC_PdC5_VI_09/10/2023	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 (Art. 7.5.3.3 de l'APC du 12/03/2018)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Prévention des risques d'explosion et d'incendie_NC_PdC6_VI_09/10/2023	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 (Art. 7.5.3.2 de l'APC du 12/03/2018)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Prévention des risques d'explosion et d'incendie_NC_PdC7_VI_09/10/2023	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 (Art. 7.3.2.1 de l'APC du 12/03/2018)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Suivi en continu des produits détenus_NC_PdC1_VI_09/10/2023	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I – Point 3.5 (Art. 7.2.1 et 8.3.1.3.5 de l'APC du 12/03/2018)	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Gardiennage et contrôle des accès_NC_PdC8_VI_09/10/2023	AP Complémentaire du 12/03/2018, article 7.2.5 et 8.3.1.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Obligations de l'exploitant_NC_PdC9_VI_09/10/2023	AP Complémentaire du 12/03/2018, article 1.5.2 et 7.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
8	Défense	AP Complémentaire	Avec suites, Mise en	Levée de mise en

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	incendie_NC_PdC10_VI_09/10/2023	du 12/03/2018, article 7.7.4	demeure, respect de prescription	demeure
9	Nettoyage des silos_NC_PdC11_VI_09/10/2023	AP Complémentaire du 12/03/2018, article 3.1.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions générales\_NC\_PdC4\_VI\_09/10/2023

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 (Art. 7.4.6.1 de l'APC du 12/03/2018)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<b>Constats :</b> <p><b><u>Constat de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 :</u></b></p> <p>Pour mémoire, lors de la précédente inspection en date du 9 octobre 2023, l'examen du permis de travail délivré le 11 août 2023, au profit d'une entreprise extérieure, a été jugé notablement incomplet.</p> <p>En effet, ce permis ne mentionnait pas la nature des travaux à réaliser, ni le type de matériel pouvant être utilisé dans le cadre de ces travaux.</p> <p>Dans sa réponse du 16 novembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection, qu'afin d'améliorer les renseignements apportés à ses permis de feu, il a décidé de mettre en place une formation spécifique. Il a également joint deux documents concernant ce point :</p>

- en annexe 2, la formation créée et dispensée en interne, au format PDF nommée « Formation travaux par point chaud »
- en annexe 3, l'attestation de formation du rédacteur du permis de feu examiné lors de la visite.

L'objectif est de former les opérateurs de Descartes d'ici la fin d'année, et de déployer cette formation à l'ensemble des opérateurs COC (Centre Ouest Céréales) concernés sur 2024. A noter que cette formation est susceptible d'évoluer au fur et à mesure des échanges et des retours d'expérience des opérateurs.

L'inspection a pris note :

- de la portée de la formation interne mise en place pour lever la non-conformité associée au point de contrôle n°4, et plus particulièrement pour encadrer les travaux par points chauds sur le site de Descartes, et sur le déploiement de cette formation à l'échelle de la coopérative, dans un second temps ;
- de la formation suivie par l'auteur du permis de feu examiné le 9 octobre 2023.

#### **Constat de la visite d'inspection du 13 décembre 2024 :**

L'exploitant a présenté le permis de feu délivré le 3 juin 2024, par le responsable silo du site COC de Descartes, au profit de la société Tech Industry.

Ce permis indique :

- le nom des opérateurs,
- la nature et la localisation des travaux à réaliser,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre en regard des risques d'incendie associés à la zone dans laquelle les travaux doivent être réalisés,
- la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux,
- les contrôles réalisés à l'issue des travaux et la surveillance mise en œuvre dans les 2 heures suivant la fin des travaux.

**Pas d'écart constaté.**

**Dans ce contexte la non-conformité associée au PdC n°4 de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 est soldée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Prévention des risques\_NC\_PdC5\_VI\_09/10/2023**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 (Art. 7.5.3.3 de l'APC du 12/03/2018)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Système de dépoussiérage

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2023

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 :</u></b>  Pour mémoire, lors de la précédente inspection en date du 9 octobre 2023, la simulation d'un dysfonctionnement de l'aspiration du silo n°2 a permis de constater un dysfonctionnement du fonctionnement du double asservissement.  En effet, cette simulation n'a pas occasionné la mise à l'arrêt du transporteur d'ensilage CT6.  Dans sa réponse du 16 novembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection, qu'à la suite de ce constat, il a immédiatement réagi et échangé avec son prestataire. Il a joint, en annexe 4 de cette transmission une attestation de remise en conformité en date du 16 octobre 2023 du silo COC de Descarte.  Dans ce contexte, l'article du projet de mise en demeure associé à cette non-conformité a été supprimé.</p> <p><b><u>Constat de la visite d'inspection du 13 décembre 2024 :</u></b>  A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a procédé à une simulation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un déport de la bande du transporteur d'ensilage CT6. Cette simulation a occasionné la mise à l'arrêt de l'installation ;</li> <li>• d'un dysfonctionnement de l'aspiration centralisée du silo n°2 qui a occasionné la mise à l'arrêt de la manutention du silo n°2, sur le circuit "fosse n°8 - élévateur E5 et le transporteur à bande d'ensilage CT6 et la cellule C1D".</li> </ul> <p>En l'absence de fonctionnement de l'aspiration centralisée du silo n°2, la mise en marche de la manutention du silo n°2 associée au circuit "fosse n°8 - élévateur E5 et le transporteur à bande d'ensilage CT6 puis la cellule C1D" n'a pas été possible.  Ces deux derniers tests démontrent le bon fonctionnement du double asservissement du fonctionnement de la manutention à celui de l'aspiration.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b>  <b>Dans ce contexte la non-conformité associée au PdC n°5 de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 est soldée.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie\_NC\_PdC6\_VI\_09/10/2023**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 (Art. 7.5.3.2 de l'APC du 12/03/2018)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transporteurs à bande</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/03/2024</li> </ul>

<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
<b>Constats :</b>  <b>Constat de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 :</b> Pour mémoire, lors de la précédente inspection en date du 9 octobre 2023, la simulation d'un dysfonctionnement de l'aspiration du silo n°2 a permis de constater un dysfonctionnement du fonctionnement du double asservissement. En effet, cette simulation n'a pas occasionné la mise à l'arrêt du transporteur d'ensilage CT6. Dans sa réponse du 16 novembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection, que le silo 2 de son site de Descartes dispose de deux bandes transporteuses. Lors de la visite d'inspection du 9 octobre 2023, la bande CT6 a été inspectée et ne présentait pas d'indicateur de respect de la norme ISO 340 portant sur la non propagation de la flamme. Ainsi, l'exploitant a décidé de procéder à un test d'échantillon en laboratoire., et joint en annexe 5 de sa transmission le devis validé nommé « DE VA COC-D022-CA-2401-02 ». Pour cette première bande, et au regard du planning avancé par son prestataire, <b>le délai de 3 mois précisé sur le projet de mise en demeure a semblé, pour l'exploitant, adéquat pour le résultat d'analyse.</b> Concernant la seconde bande, non contrôlée lors de la visite, la photo jointe au courrier du 16 novembre 2023 atteste de la présence d'un pictogramme ayant trait au caractère non propagateur de la flamme. Dans sa réponse complémentaire du 8 mars 2024, l'exploitant a indiqué que les résultats d'analyse de l'échantillon de la bande transporteuse contrôlée lors de la visite d'inspection démontrent la non-conformité de cette dernière. Aussi, l'exploitant a validé l'intervention d'un prestataire pour son remplacement. Il a joint le devis de remplacement validé ainsi que la fiche technique de la nouvelle bande, et indiqué que l'intervention doit débuter au début du mois d'avril 2024. <b>Constat de la visite d'inspection du 13 décembre 2024 :</b> La visite in-situ a permis de constater le remplacement effectif de la bande du transporteur d'ensilage CT6. La présence du marquage relatif à la conformité de la nouvelle bande a pu également être observée. <b>Pas d'écart constaté.</b> <b>Dans ce contexte la non-conformité associée au PdC n°6 de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 est soldée. Par ailleurs, l'exploitant a satisfait à l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 décembre 2023.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

N° 4 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie\_NC\_PdC7\_VI\_09/10/2023

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 (Art. 7.3.2.1 de l'APC du 12/03/2018)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>

- lors de la visite d'inspection du 09/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2024

#### **Prescription contrôlée :**

[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relatives aux locaux à risque d'incendie. [...]

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. [...]

#### **Constats :**

##### **Constat de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 :**

Lors de la précédente inspection en date du 9 octobre 2023, il a été constaté que les 20 observations majoritairement récurrentes notifiées suite à la vérification du 20 février 2023 n'ont pas été levées au jour de cette même inspection.

Par ailleurs, le Q18 délivré par l'APAVE suite à la vérification périodique quadriennale des installations électriques réalisée le 20 février 2023 et objet du rapport référencé 0386580-009-1 du 22 février 2023 faisait mention, indépendamment d'un risque d'incendie et d'explosion, d'une vérification partielle ne prenant pas en compte l'ensemble des installations du site et de l'absence de coupure de l'alimentation générale de l'établissement.

Dans sa réponse du 16 novembre 2023, l'exploitant a indiqué, à l'inspection, qu'il travaillait d'ores et déjà à la résolution des non-conformités constatées sur les différents rapports électriques du site.

Néanmoins, au regard des différentes non-conformités, il a souhaité distinguer deux phases de travail et a sollicité un aménagement des délais :

- **dans le délai de 3 mois précisé dans le projet de mise en demeure**, levée des NC jugées majeures par notre service maintenance.
- **dans un délai de 6 mois, nécessitant donc l'accord d'un délai supplémentaire de 3 mois** au délai précisé dans le projet de mise en demeure, levée des non-conformités restantes.

Le délai supplémentaire concernait les points de non-conformité suivants :

1. création des schémas électriques non existants,
2. Installations des blocs de secours éclairés non présents,
3. Identification et plan d'implantation des canalisations enterrées.

Dans sa réponse complémentaire du 8 mars 2024, l'exploitant a communiqué le rapport APAVE



n° 23183358 du 22 février 2023 relatif à la vérification du 20 février 2023 des installations électriques, au titre de la réglementation ICPE, sur lequel il a porté les dates et justificatifs relatifs à la levée de l'ensemble des non-conformités jugées majeures.

Dans sa réponse complémentaire du 6 juin 2024, l'exploitant a communiqué les différents rapports de vérification électriques :

1. Pièce 1 - EICPE D022 2403,
2. Pièce 2 - Q18 D022 2402,
3. Pièce 3 - ECDT D022 2402,
4. Pièce 4 - Traces des canalisations enterrées DESCARTES 2024 (Rapport en lien avec la levée des non-conformités du rapport ECDT).

Ces rapports sont annotés et attestent de la levée de l'ensemble des non-conformités notifiées par l'APAVE, dans le cadre de la vérification des installations électriques, au titre de l'année 2023.

**Constat de la visite d'inspection du 13 décembre 2024 :**

À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté :

- le rapport n° 0386580-010-1 du 23 février 2024, relatif à la vérification des installations électriques réalisée du 20 au 23 février 2024 par la société APAVE au titre du Code du travail : 12 observations levées de mars à juin 2024 ;
- le rapport n°T240002863 du 1<sup>er</sup> mars 2024, relatif à la vérification des installations électriques réalisée le 23 février 2024 par la société APAVE au titre de la réglementation applicable aux ICPE : 8 écarts levés en mars et mai 2024.

**Pas d'écart constaté.**

**Dans ce contexte la non-conformité associée au PdC n°7 de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 est soldée. Par ailleurs, l'exploitant a satisfait à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 décembre 2023.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 5 : Suivi en continu des produits détenus\_NC\_PdC1\_VI\_09/10/2023**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I – Point 3.5 (Art. 7.2.1 et 8.3.1.3.5 de l'APC du 12/03/2018)

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des stocks des engrais

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2023

**Prescription contrôlée :**

[...] Aucun matériel autre que celui strictement nécessaire à l'exploitation n'est stocké dans le bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs. [...]

**Constats :**

**Constat de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 :**

Lors de la précédente inspection en date du 9 octobre 2023, la visite in-situ avait permis de constater la présence d'un locotracteur à moins de 3 mètres du stockage des engrais à fort dosage conditionnés (4702-II).

Dans sa réponse du 16 novembre 2023, l'exploitant a indiqué, à l'inspection, que le locotracteur, stationné à une distance insuffisante d'un stockage de big-bags d'engrais à fort dosage (4702-2), a depuis été déplacé. Il a été rappelé aux opérateurs la nécessité de conserver une distance adéquate avec ce type de stockage.

Outre cet aspect, l'exploitant a déclaré réfléchir au repositionnement de ces engrais conditionnés afin de pouvoir exploiter à nouveau la voie de stationnement qui n'était plus exploitée jusqu'à l'arrivée récente de ce nouveau locotracteur.

**Constat de la visite d'inspection du 13 décembre 2024 :**

La visite in-situ a permis de constater l'absence de stockage de produits incompatibles à proximité des engrais conditionnés à base de nitrate d'ammonium.

Par ailleurs, le 4 novembre 2024, l'exploitant a porté à la connaissance de l'administration son projet d'extension de la limite du site avec l'intégration d'une bande de terrain au Nord du site existant, la création d'un espace de circulation, **d'une zone de stockage et d'ensachage d'engrais solides en big-bags**, d'un embranchement ferré et d'une réserve foncière.

**Pas d'écart constaté.**

**Dans ce contexte la non-conformité associée au PdC n°1 de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 est soldée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Gardiennage et contrôle des accès\_NC\_PdC8\_VI\_09/10/2023**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 12/03/2018, article 7.2.5 et 8.3.1.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accès aux installations

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2023

**Prescription contrôlée :**

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris en dehors des heures de travail.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Art. 8.3.1.3.2 de l'APC du 12/03/2018 : En complément de l'article 7.2.5, en dehors des séances de travail, les portes des bâtiments A1 et A2 sont fermées à clef.

## Constats :

### Constat de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 :

Lors de la précédente inspection en date du 9 octobre 2023, Il a été constaté que durant la coupure méridienne, le portail de l'entrée principale ainsi que l'ensemble des accès aux installations étaient ouverts, alors qu'aucun personnel n'était présent sur le site. Dans ce contexte, les personnes étrangères à l'établissement avaient libre accès aux installations. Dans sa réponse du 16 novembre 2023, l'exploitant a indiqué que le site de Descartes est équipé d'un portail électrique avec badge. Comme indiqué lors de la visite du 9 octobre 2023, le constat réalisé n'est pas représentatif des habitudes de l'équipe terrain. Les chauffeurs du site sont équipés de badges permettant d'ouvrir et fermer électriquement le portail. La raison de cet oubli semble plus provenir du manque d'expérience d'un chauffeur récemment embauché.

Néanmoins, un rappel des consignes à l'ensemble des opérateurs Centre Ouest Céréales a été effectué, Cf la note intitulée « COC note 89 SECURITE fermeture des sites 20231109 » jointe au courrier du 16 novembre 2023.

Une vue du mail envoyé à l'ensemble des collaborateurs est également jointe à ce courrier.

En complément de cette note de service, un affichage et un rappel des consignes ont été réalisés sur le site de Descartes concernant spécifiquement les bâtiments A1 et A2, Cf l'affiche nommée « Accès bâtiments A1 et A2 Descartes » jointe. La note ainsi que la consigne d'exploitation sont intégrées à la GED Silos. Quelques illustrations de l'affichage réalisé sont jointes au courrier du 16 novembre 2023.

**En regard de ces éléments de réponse, l'article du projet d'APMD concernant ce point a été abandonné.**

### Constat de la visite d'inspection du 13 décembre 2024 :

Le 13 décembre 2024, les bâtiments maintenus ouverts étaient occupés par des personnels de l'établissement, et les autres étaient fermés.

La visite in-situ concernant ce point n'appelle pas d'observation.

**Pas d'écart constaté.**

**Dans ce contexte la non-conformité associée au PdC n°8 de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 est soldée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 7 : Obligations de l'exploitant\_NC\_PdC9\_VI\_09/10/2023

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 12/03/2018, article 1.5.2 et 7.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Zone de dangers - Présence humaine

### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2024

### **Prescription contrôlée :**

[...] L'exploitant respecte à l'intérieur de l'enceinte de son établissement les distances et les types d'occupation définis au précédent article.

En particulier, il n'affecte pas les terrains situés dans l'enceinte de son établissement à des modes

d'occupation contraires aux définitions précédentes...

#### Article 7.3.1

[...] Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est conforme aux prescriptions du chapitre 1.5. Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales susvisées.

Les capacités de stockage sont éloignées des stockages de liquides inflammables, d'une distance au moins égale à la distance d'ensevelissement défini dans l'étude de dangers, sans être inférieure à 10 mètres.

Le silo est séparé des autres installations présentant un risque d'incendie (dépôt d'engrais, produits phytopharmaceutiques) par un espace libre de 10 mètres minimum, ou par un mur présentant les caractéristiques REI 120.[...]

#### Constats :

Lors de la visite in-situ, il n'a pas été observé d'ensembles routiers dans les zones d'ensevelissement de l'extension du silo 2.

#### Pas d'écart constaté.

Par ailleurs, le 4 novembre 2024, l'exploitant a porté à la connaissance de l'administration son projet d'extension de la limite du site avec l'intégration d'une bande de terrain au Nord du site existant, la création d'un espace de circulation, d'une zone de stockage et d'ensachage d'engrais solides en big-bags, d'un embranchement ferré et d'une réserve foncière.

Les aménagements périphériques associés à ce projet comprennent notamment un parking PL d'une capacité de 8 emplacements, à proximité de l'entrée Sud-Ouest.

**Dans ce contexte la non-conformité associée au PdC n°9 de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 est soldée. Par ailleurs, l'exploitant a satisfait aux articles 1.3.1 et 1.3.2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 décembre 2023.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 8 : Défense incendie\_NC\_PdC10\_VI\_09/10/2023

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 12/03/2018, article 7.7.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ressource en eau

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2024

#### Prescription contrôlée :

La défense extérieure contre l'incendie est complétée par une réserve d'eau d'extinction de 120 m<sup>3</sup>, aménagée à proximité de l'entrée du site, au Sud du silo n°2. Cette réserve est conforme aux

dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 relative à la création et à l'aménagement des points d'eau.

Elle est implantée à moins de 200 mètres du risque à défendre et :

- dispose d'une capacité unitaire d'au moins 120 m<sup>3</sup> en tout temps, permettant pendant 2 heures un débit unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h,
- dispose d'une aire d'aspiration de 32 m<sup>2</sup> par engin d'incendie, (8 mètres par 4 mètres) et stabilisée pour un véhicule exerçant une force portante de 160 kN,
- dispose d'une canne ou d'un poteau d'aspiration,
- est nettoyée périodiquement,
- est facilement accessible, signalée,
- ne comporte pas de particules susceptibles d'endommager les pompes des engins incendie ainsi que les lances.

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique, a minima hebdomadaire, de la disponibilité du volume de la ressource complémentaire.

#### **Constats :**

##### **Constat de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 :**

Lors de la précédente inspection en date du 9 octobre 2023, il a été constaté un niveau trop bas de la réserve incendie interne.

De fait, l'exploitant ne s'assurait pas de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie.

La bache périphérique du bassin présentait des désordres qui pourraient être à l'origine de défauts d'étanchéité dudit bassin.

D'autre part, l'accès de cette réserve n'était pas maintenu libre et n'était pas correctement entretenu.

Dans sa réponse du 16 novembre 2023, l'exploitant a indiqué : concernant la réserve incendie présente sur le site de Descartes, nous envisageons l'implantation d'une nouvelle réserve, type citerne - poche souple, afin de s'affranchir des problématiques d'évaporation et de dépôts de matières.

Eu égard aux éléments de réflexion précisés au point précédent, nous ne pouvons pour l'heure vous proposer de plan d'implantation. Néanmoins, une fois les éléments fixés, nous proposerons ce projet d'implantation au SDIS 37 afin d'intégrer d'éventuelles remarques. Nous débuterons les travaux une fois le projet validé par leurs services.

Dans son courrier du 8 mars 2024, l'exploitant a transmis une copie du devis validé pour la mise en place d'une réserve incendie de type citerne souple de 240 m<sup>3</sup>. Cette nouvelle réserve sera implantée à l'Ouest du bassin de retenue du site.

Par courrier du 6 juin 2024, l'exploitant a déclaré que la réserve incendie est en place, à pleine capacité. Elle dispose de ses prises d'aspiration et d'une clôture.

##### **Constat de la visite d'inspection du 13 décembre 2024 :**

La visite in-situ a permis de constater la présence effective d'une réserve incendie de type citerne souple de 240 m<sup>3</sup>.

Dans ce contexte la non-conformité associée au PdC n°10 de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 est soldée. Par ailleurs, l'exploitant a satisfait à l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 décembre 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 9 : Nettoyage des silos\_NC\_PdC11\_VI\_09/10/2023

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/03/2018, article 3.1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Opérations de nettoyage

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2023

**Prescription contrôlée :**

Toutes les parties des silos sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m<sup>2</sup>.

Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont adaptés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes.

La fréquence des contrôles est au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits (campagne de collectes et de séchage notamment), et des opérations de nettoyage sont réalisées si nécessaire.

Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

**Constat de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 :**

Lors de la précédente inspection en date du 9 octobre 2023, il a été constaté une présence excessive de poussière au niveau du ciel des cellules de l'extension du silo n°2 (moteur, capot du transporteur à bande d'ensilage CT6 + divers déversoirs au-dessus des cellules).

Les opérations de nettoyage et les contrôles de la propreté mis en œuvre dans ce silo ne sont pas adaptés aux périodes de très forte activité.

À la suite du constat d'empoussièrement excessif d'une des galeries du silo 2, l'exploitant a demandé à l'équipe silo de procéder à un nettoyage. Nous avons également créé de nouveaux indicateurs visuels afin de faciliter l'évaluation d'empoussièrement par notre équipe silo.

Quelques illustrations jointes au courrier du 16/11/2023 attestent de la mise en œuvre effectives de ces mesures.

Une vue des enregistrements de nettoyages visibles sur la GED Silos est également jointe au courrier du 16/11/2023.

Vous trouverez également en annexe 8 la consigne de nettoyage intitulée « Consigne nettoyage spécifique DESCARTES ». De cette manière, les opérateurs disposent d'une consigne rappelant la fréquence de vérification des indicateurs, ces derniers présents en nombre plus important et implantés sur une installation dépoussiérée.

En conséquence, l'article du projet de mise en demeure relatif à ce constat a été supprimé.

**Constat de la visite d'inspection du 13 décembre 2024 :**

La visite in-situ a permis de constater un niveau satisfaisant d'empoussièrement de la galerie sur cellules du silo n°2. L'exploitant a déclaré avoir renforcé la fréquence des opérations de

nettoyage de ce volume afin de maintenir un niveau d'empoussièrement acceptable.

**Pas d'écart constaté.**

**Dans ce contexte la non-conformité associée au PdC n°11 de la visite d'inspection du 9 octobre 2023 est soldée.**

**Type de suites proposées : Sans suite**